



Dissémination en Afrique au niveau local des résultats de la recherche: collecter et connecter

Est-ce que la recherche africaine effectuée par les chercheurs africains, en quantité encore limitée, est connue du public africain ? Celui-ci est-il prêt et capable d'en utiliser les résultats ? Par quels canaux se fait la communication des résultats de cette recherche et quels sont les moyens qui permettraient de l'améliorer ?

Un projet financé par l'USAID, le projet ABEL : « Achieving Basic Education and Literacy » (Réaliser l'alphabetisation et l'éducation de base) a entrepris de déterminer les méthodes de dissémination des résultats de la recherche africaine au niveau local. Il s'agit de la dissémination au niveau de la base d'études effectuées par des chercheurs africains sur le thème « décentralisation et renforcement des capacités au niveau local ». Ce travail devait tenir compte à la fois des 'disséminateurs' et du public cible pour ce qui concerne la critique de ces études, la documentation et l'analyse de leurs expériences personnelles à ce sujet, et pour en tirer les conclusions pratiques en termes de politiques.

Faire des recherches qui valent la peine d'être disséminées

Les premières études effectuées dans le cadre de cette expérience l'ont été entre 1996 et 1998 par des équipes de

chercheurs africains de différents pays, grâce à des financements ABEL. L'approche adoptée a été novatrice concernant bon nombre d'aspects, en particulier en ce qu'elle impliquait un type de sous-traitance novateur. En effet, plutôt que d'engager des chercheurs au coup par coup pour effectuer des études dirigées par une institution du nord, l'entité qui a obtenu le contrat ABEL (Florida State University), a passé à son tour des accords avec des équipes de recherches sur la base de rémunérations fixes pour mener des études sur toute une série de sujets. Ces sujets provenaient d'une liste de thèmes prioritaires établi par le « Working Group on Nonformal Education (WG/NFE) » (Groupe de travail sur l'éducation non-formelle), de l'« Association for the Development of Education in Africa (ADEA) » (Association pour le développement de l'éducation en Afrique). L'ADEA est un

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/>

consortium comprenant les ministres africains de l'éducation et des représentants des principaux organismes donateurs. Le fonctionnement de l'association est assuré pour les différents sous-secteurs de l'éducation par des groupes de travail dirigés par des équipes formées d'éducateurs africains et de représentants des donateurs. Le « Working Group on Nonformal Education and Training » (Groupe de travail sur l'éducation non-formelle et la formation) —créé après la réunion bisannuelle de 1995, parrainée conjointement par l'Agence suisse de coopération internationale et les ministres de l'éducation du Ghana, du Mali et du Sénégal— avait tenu sa première séance plénière durant le printemps 1996 à Dakar, et avait adopté une liste de sujets prioritaires pour les recherches.

L'approche adoptée a été d'inviter des équipes de recherche africaines à soumettre des propositions concernant un ou plusieurs des sujets choisis, et à passer des accords avec celles en mesure d'effectuer ces recherches telles que spécifiées dans des contrats spéciaux de rendement. Cette approche exigeait des chercheurs de faire leur travail en une période de temps définie. Ce travail devait être d'un niveau de qualité sur lequel les parties devaient se mettre préalablement d'accord. Étant donné les conditions incertaines de la recherche en Afrique, les termes du contrat permettaient aux équipes de recherche une grande souplesse quant à l'allocation des ressources financières pour la réalisation des objectifs. En outre, l'obligation de rendre des comptes concernant les dépenses, devaient se faire après-coup (ex post), et les équipes n'avaient pas à adhérer à une ventilation du budget alloué strictement définie.

Un nombre d'études très intéressantes ont été faites, plusieurs d'entre elles couvrant plus d'un pays et dont plusieurs parties furent effectuées par des équipes de recherches différentes, qui ont pu par la suite comparer leurs résultats. Les sujets qui ont fait l'objet d'études sont : (a) utilisation pratique de l'enseignement coranique, (b) moyens de formation des compétences dans les coopératives féminines, (d) nouvelles formes de coopération ONG-gouvernement, et (e) expériences en matière d'éducation primaire non-formelle.

Faire connaître les résultats de la recherche

Une fois les recherches effectuées, le problème qui s'est posé fut de déterminer comment en disséminer les résultats au niveau local, auprès de ceux qui pourraient les utiliser ?

En 1996-1997, grâce à un financement ABEL, toute une série d'études portant sur l'acquisition des compétences dans les coopératives de femmes et sur les problèmes rencontrés par elles dans leurs activités de gestion, furent effectuées en milieu rural au Mali et au Ghana. Les résultats de ces recherches furent compilés, mis à jour, communiqués dans les conférences et diffusés sous forme écrite (pour les deux pays) et par Internet. Le personnel souhaitant innover en matière de dissémination des résultats, il fut décidé d'impliquer les chercheurs d'autres pays africains potentiellement intéressés en :

- faisant le tri des études,
- identifiant les plus pertinentes d'entre elles pour ce qui concerne les problèmes locaux de chaque pays,
- proposant un public cible qui pourrait bénéficier du résultat des recherches, et en
- développant une méthodologie de sensibilisation à l'adresse de ce public, concernant les résultats de ces recherches, et en l'aidant à comparer les expériences ghanéennes et maliennes et à en tirer les conclusions.

La structure institutionnelle destinée à accomplir cette tâche était le « National Working Group on Nonformal Education » (Groupe de Travail National sur l'Éducation non-formelle) nouvellement créé. Ce groupe est un consortium d'agences publiques et privées (ONG), impliquées dans l'éducation non-formelle et affiliées à l'Association pour le Développement de l'Éducation en Afrique (ADEA).

Résultats au Bénin

Au Bénin le Groupe de travail sur l'éducation non-formelle, bien qu'à l'état embryonnaire, a pu passer en revue la totalité des études faites par les chercheurs africains dans le cadre de la phase I du projet ABEL et en a retenu trois possédant un intérêt pour les éducateurs locaux : (a) formation des compétences dans les coopératives de femmes, (b) utilisation pratique de l'instruction coranique (voir IK Notes¹¹ du mois d'août 1999), et (c) acquisition du savoir dans le secteur informel de l'économie urbaine. Le groupe de travail a invité par la suite ces propres groupes constituants et d'autres équipes de chercheurs du Bénin à proposer des méthodes de dissémination de ces études sur le terrain. L'ONG béninoise 'RAMPE' proposa de faire connaître les études maliennes et ghanéennes sur les coopératives de femmes aux membres d'institutions similaires présentes dans la région de Tovuklin au nord du Bénin qui, malgré quelques succès initiaux, avaient des difficultés à développer leur mouvement.

Les chercheurs donnèrent un résumé des résultats de l'étude aux responsables des différentes coopératives et découvrirent que sur plus de 100 entités faisant partie du réseau, 21 seulement étaient des entreprises dirigées par des femmes. Sur ces 21 entreprises, l'équipe de chercheurs en identifia une dizaine comme pouvant être intéressées par le projet et disponibles pour le réaliser, et développa une méthodologie de présentation des résultats des études maliennes et ghanéennes aux membres de chacune des 10 coopératives. Par la suite, ces derniers se réunirent avec leurs responsables pour examiner comparativement l'expérience des deux pays avec celle de Tovuklin, et pour en tirer les conclusions pratiques.

Cet effort eut pour conséquence une auto-évaluation et une analyse de leur propre situation de la part des groupes béninois. Ils ont été si impressionnés par les progrès faits par des groupes similaires dans les deux pays voisins, qu'ils entreprirent d'identifier les zones de blocage qui, dans leur cas, les ont empêché de parvenir à réaliser une véritable autonomie. Ils remarquèrent ainsi plus particulièrement l'existence d'une déficience en matière de formation qui ne leur a pas permis de gérer les aspects fiscaux de leurs nouvelles entreprises. Ils décidèrent en conséquence de faire

bénéficier leurs responsables élus de la campagne d'alphabétisation en cours au nord du Bénin. Les aspects organisationnels des coopératives de femmes du Mali et du Ghana —ainsi que le rôle que les hommes y jouent— furent également discutés et comparés avec les situations existantes au Bénin.

Le marketing social, un couteau à double tranchant

Cette approche a évolué de deux manières, comme moyen de marketing social et de recherche pour l'action, et comme stratégie de dissémination des innovations. L'intérêt de l'approche réside dans l'implication active des groupes cibles et dans leur appropriation de l'objet des recherches, dans l'effet de cascade qui en a résulté ainsi que dans les conséquences en termes d'apprentissage. L'expérience des deux phases du projet ABEL démontrent qu'il y eut un impact à deux niveaux : au sein des communautés impliquées et parmi les chercheurs responsable de l'activité de facilitation de l'exercice.

Cette recherche est différente de celles habituellement enseignées et pratiquées, en ce qu'elle constitue en fait une sorte de 'conversation' sur les connaissances autochtones; elle est aussi singulière dans son raffinement et dans ses applications pratiques. Les responsables du travail devaient lutter pour que les études existantes soient bien comprises (en termes pratiques), ainsi que pour aider leurs 'clients' à reconnaître le produit de leur propre expérience comme étant valable et digne d'être comparé avec ce qui est fait ailleurs. En outre, un aspect novateur (et difficile) dans la réalisation du projet a été le degré de responsabilité en matière de gestion des chercheurs concernés, y compris pour le budget. Assigner des objectifs aussi complexes et intégrés dans le contexte local, comme ce fut le cas, constituait en soi une aventure, puisque peu de chercheurs possédaient l'expérience nécessaire pour gérer ce type d'intervention. Cependant la responsabilité était motivante et le défi instructif.

Le type de dissémination qui a prévalu au Bénin n'a pas été le seul à être développé. Au Botswana, le « National Working Group » a effectué des activités similaires —sélectionnant

toute une série d'études à faire par des chercheurs africains concernant des questions d'intérêt local — mais a eu cependant recours à une stratégie qui consistait à réunir les responsables d'ONG, pour traiter de chaque sujet en rassemblant les diverses expériences et les comparer avec les données et conclusions des études. Cette approche a été bénéfique en ce qu'elle créa un cadre favorable à la décision en matière de politiques et de nouvelles formes de collaboration entre les acteurs impliqués.

L'étape suivante

D'autres activités similaires sont en train d'être réalisées (septembre/octobre 1999) en Gambie et au Tchad, ainsi que des études dans cinq autres pays d'Afrique de l'Ouest autour des thèmes de décentralisation et de renforcement des capacités —c'est à dire, comment les communautés locales ont acquis les compétences qui permettent d'assumer de nouvelles fonctions de développement dans une ère de décentralisation de l'Etat. Les chercheurs gambiens et tchadiens —qui provenaient cette fois des groupes de travail sur l'éducation non-formelle et des ministères de l'Agriculture et du développement rural—ont commencé leur travail en dressant un inventaire des nombreux sites où les groupes locaux avaient identifiés ceux qui pourraient participer aux activités de dissémination et de comparaison. Les résultats devraient être disponibles en fin d'année.

Cet article est basé sur les recherches effectuées par des chercheurs locaux avec la collaboration active des communautés concernées; sous les auspices du Club du Sahel, de l'OCDE, du Comité Inter-Etat de Lutte Contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) et de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique ; et avec l'assistance et la supervision technique de Peter Easton, Center for Policy Studies in Education, 312 STB, College of Education, Florida State University, Tallahassee, FL 32306, USA ; Tél : (850) 644-1595 ; e-mail easton@coe.fsu.edu